

# CCTP

## LOT 1 VRD MACONNERIE

### Travaux de mise en accessibilité du tribunal de GRASSE



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Coordonnée SOCOTEC SMART SOLUTIONS :

- Coste Geoffrey – [geoffrey.coste@socotecsmartsolutions.fr](mailto:geoffrey.coste@socotecsmartsolutions.fr)

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT .....	3
ALLOTISSEMENT .....	3
DEMOLITION – MACONNERIE .....	9
PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES .....	9
DESCRIPTION DES OUVRAGES.....	17

---

## **PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT**

---

### **ALLOTISSEMENT**

**Lot 1 VRD Maçonnerie**  
**Lot 2 Electricité**  
**Lot 3 Plomberie**  
**Lot 4 Plâtrerie peinture – Revêtement**  
**Lot 5 Menuiserie bois – Menuiserie intérieure bois**  
**Lot 6 Menuiserie aluminium – Serrurerie**

### **OBJET DU PRÉSENT DESCRIPTIF**

#### **LE PRÉSENT CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES CONCERNE LA MISE EN ACCESSIBILITE DU TRIBUNAL DE GRASSE**

Le présent descriptif a pour but de renseigner, de la manière la plus complète possible, les entrepreneurs sur la nature, l'étendue et les limites des prestations qui leur sont demandées, les modes d'exécution et l'importance des travaux à effectuer et de leur donner toutes indications sur la conception du projet.

Il est expressément convenu que ces prescriptions et indications n'ont aucun caractère limitatif.

En conséquence, chaque entrepreneur devra avant la remise de sa proposition, avoir pris connaissance de l'ensemble des documents constituant le dossier d'appel d'offre, y compris ceux concernant les ouvrages qui ne sont pas de son ressort.

Les entrepreneurs sont tenus de signaler par écrit au Maître d'œuvre et de toute façon avant la remise de leur offre, toute omission, non-concordance ou non-conformités éventuelles que leur compétence technique leur aura fait constater sur les documents mis à leur disposition.

Ils devront prévoir tous les travaux nécessaires au complet et parfait achèvement de la prestation, conformément aux règles de l'art et compte tenu des dispositions précisées pour l'ensemble des corps d'état, et ce, sans qu'ils puissent prétendre après leurs études personnelles, à une majoration quelconque de leurs prix forfaitaires.

#### **O.1 Prescriptions techniques applicables aux relations entre corps d'états**

- a) Les rapports entre les différents intervenants de l'opération seront réglés par les normes relatives aux marchés privés du bâtiment.
- b) Les prestations et l'exécution des travaux seront conformes aux recommandations des DTU, sauf stipulations contraires du présent devis descriptif.
- c) Sauf stipulations contraires, l'énoncé des travaux de chaque corps d'état impliquera la fourniture et la mise en œuvre de tous les éléments nécessaires à leur réalisation par l'entrepreneur concerné.
- d) Omissions, imprécisions, divergences

Les plans et le descriptif qui les complètent font connaître le programme général et le mode d'exécution des travaux à réaliser.

En cas d'omission, imprécisions, divergence ou contradiction dans ces documents, il est fait obligation aux entrepreneurs, d'obtenir toutes précisions complémentaires au cours de l'étude de leur offre, et de prévoir dans le prix global de leur soumission, tous les travaux indispensables au complet et parfait achèvement de la construction.

L'entrepreneur adjudicataire ne pourra de ce fait faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconque pour ne pas exécuter les travaux nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages de sa spécialité.

Tout entrepreneur est tenu de vérifier les cotes et dimensions portées sur les plans. Il demeurera seul responsable des erreurs, omissions ou imprécisions quelconques pour ne pas exécuter les travaux nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages de sa spécialité ; Et qui pourraient se produire au cours de l'exécution, soit de son fait, soit par manque de vérification des documents qui ont été mis à sa disposition.

Les inexactitudes qui pourraient être évoquées après la passation des marchés ne sauraient en aucun cas remettre en cause le prix global arrêté.

La correction des inexactitudes, éventuelles, ainsi que les divergences d'interprétation qui pourraient remettre en cause certaines dispositions du dossier de consultation et des documents techniques de référence seront réglées conformément aux décisions du Maître d'œuvre sans entraîner de majoration au prix global du marché.

e) Organisation des travaux

Elle devra être conçue de manière à assurer la livraison de l'ouvrage comme indiqué au marché.

Les communications et les écoulements d'eau existants antérieurement à l'ouverture du chantier doivent être assurés sans interruption. L'entrepreneur doit tous les ouvrages provisoires nécessaires. Les canalisations existantes, gênantes, seront protégées ou détournées.

f) Adaptation de l'entreprise

Les travaux se passeront en site occupés. Afin de réduire au maximum la gêne causée aux occupants, l'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions pour lui permettre d'avoir une grande capacité d'adaptation pour répondre aux différents cas et conditions particulières rencontrées.

g) Nuisances

Les nuisances ressenties par les occupants sont essentiellement les suivantes :

- la détérioration des existants ;
- le défaut de nettoyage journalier ;
- les difficultés d'utilisation de certains locaux ;
- le bruit ;
- les poussières ;
- les nuisances consécutives au mauvais enchaînement des travaux (non-respect des horaires fixés, interruption, absence, nombre d'ouvriers irréguliers, etc...) ;
- les perturbations de l'emploi du temps des occupants.

Afin de réduire ces nuisances inévitables, l'entrepreneur sera tenu de prendre toutes les dispositions en ce qui concerne notamment :

- le nombre d'ouvriers ;
- l'outillage, les appareils et machines utilisés ;
- le mode d'exécution des travaux ;
- les protections mises en place ;
- les mesures de sauvegarde des existants tels que revêtements de sols, peintures, papiers peints, mobiliers et équipements.

h) Sécurité des occupants

Toutes les dispositions seront à prendre par l'entrepreneur pour garantir, dans tous les cas, la sécurité des occupants. Les matériels et outillages, ainsi que les échelles, dès lors qu'ils présentent un risque, devront être entreposés et protégés de telle sorte qu'ils n'engendrent aucun danger.

Les entreprises seront tenues de respecter les modifications des horaires de travail qui pourraient éventuellement leur être imposées en cours de chantier.

D'autre part, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition de l'entrepreneur ne seront pas démontées et les lieux remis en état, l'entrepreneur restera seul responsable de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

i) Coordination générale des ouvrages

L'entrepreneur est tenu de prendre connaissance de façon approfondie des programmes de travaux et devis descriptif en vue d'organiser avec le Maître d'œuvre, les stades de préparation, fabrication et mise en œuvre des ouvrages.

Il fournira dans un délai de 1 mois à compter de l'ordre de service général les précisions relatives aux ouvrages dont l'exécution est liée à des sujétions communes :

- ↳ Niveau à respecter.
- ↳ Emplacement et encombrement des canalisations et gaines.
- ↳ Dispositions et sujétions à prévoir pour l'exécution des différents ouvrages (scellements, supports, calfeutrements, raccords, trous, etc.)

Ces précisions feront l'objet de l'établissement par les entrepreneurs des plans d'exécution et de réservations détaillées et cotées montrant les dispositions prises pour assurer la stabilité et la tenue des différents ouvrages et leurs liaisons avec les autres parties du bâtiment.

L'entrepreneur s'engage formellement à respecter les décisions prises par la maîtrise d'œuvre quant à la marche et à la coordination des travaux en vue de la mise en œuvre rationnelle des ouvrages quelles que soient les sujétions particulières imposées à son entreprise.

j) Les documents de détails

Ils pourront être fournis par le Maître d'œuvre ou les techniciens en cours de travaux, pour développer les plans d'ensemble ne sauraient en aucun cas être additionnels.

k) Travaux supplémentaires

Aucun travail supplémentaire ne pourra être entrepris sans l'ordre écrit du Maître d'ouvrage. Tout travail exécuté sans se référer à cette prescription, sera réputé faire partie du montant à prix ferme, définitif, global et forfaitaire de l'entreprise en cause.

l) Traits et cotes de niveau

Les cotes de niveau seront matérialisées de manière fixe et durable par l'entrepreneur.

Il procédera à cette opération aussi souvent que nécessaire à la demande au gré des besoins des corps d'état.

m) Passages, trémies, lumières, trous à réserves

Dans le délai de 1 mois précisé en g) précédent, l'entrepreneur fournira les plans détaillés des réservations.

Passé ce délai, et en cas de nécessité de réaliser après exécution des maçonneries, trous lumières, feuillures, passages ou trémies par défaut d'observations de ces prescriptions du fait de l'entreprise, l'exécution de ces ouvrages sera au compte de l'entreprise défaillante sur l'attachement écrit et figuré.

Il est précisé à ce propos que les percements de trous, lumières et trémies dans les refends et dallages sont du ressort exclusif de l'entreprise.

L'entrepreneur sera responsable du récolement des réservations demandées par les différents corps d'état. Les entreprises intéressées vérifieront et seront réputées avoir vérifié niveau par niveau, les cotes d'implantation et de dimensionnement de ces réservations.

A cet effet, les plans établis par le Maître d'œuvre seront régulièrement affichés dans les locaux en

cours de chantier.

n) Percements, saignées, scellements, calfeutrements, raccords

Exception faite de ces ouvrages définis en h précédent, l'entreprise devra tous les percements, tamponnages, saignées, scellements, calfeutrements et raccords pour ce qui concerne la mise en œuvre de ses ouvrages.

o) Échafaudages, engins de levage

L'entrepreneur, devra laisser la libre disposition à titre gracieux des échafaudages à la maîtrise d'œuvre pour les besoins de leur intervention, pendant la durée de leur maintien.

p) Protection, installations

L'entrepreneur devra la mise en œuvre et le maintien pendant la durée du chantier ou jusqu'à la mise en œuvre des ouvrages de protection.

Les protections nécessaires et conformes à la législation en vigueur concernant la sécurité des chantiers, ainsi que les installations demandées par l'hygiène seront à sa charge.

q) Clôtures

L'entrepreneur devra la fourniture et la mise en place des clôtures, palissades et barrières et tous moyens nécessaires à leur entretien pendant toute la durée du chantier afin d'interdire l'accès du chantier aux tiers et d'assurer la protection des personnes y ayant accès de droit, le cas échéant, au niveau de la zone de vie éventuelle.

r) Nettoyage

L'entreprise devra au fur et à mesure de l'avancement des travaux, procéder au nettoyage du chantier après sa propre intervention

s) Études d'exécution - Contrôle et Essais

Tous ces plans devront recevoir l'avis favorable des autres corps d'état et de la Maîtrise d'œuvre.

Les essais prescrits par les DTU ainsi que les essais spéciaux pour la plomberie et électrique sont implicitement inclus dans l'offre des entrepreneurs, Bureau d'Etude Technique mandaté par le maître d'ouvrage.

L'entrepreneur est tenu de faire exécuter tous les essais que le Maître d'œuvre jugera utiles, qu'ils portent sur la mise en œuvre ou la qualité des matériaux.

t) Échantillon & Constitution des matériaux

L'entrepreneur devra la fourniture d'échantillons pour tous produits et accessoires relevant de leur marché et ceux-ci devront recevoir l'accord du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage.

Conformément aux normes et textes en vigueur, la constitution des éléments métalliques et bois, sera telle que précisée sur les documents par la maîtrise d'œuvre.

u) Réunions de chantier

Elles se tiendront hebdomadairement, aux dates et heures fixées par la Maîtrise d'œuvre, qui se réserve, par ailleurs, la possibilité de convoquer à tout moment l'entrepreneur sur le chantier pour préciser tel point qui lui paraîtrait utile.

v) Sécurité – Voies publiques et privées – Riverains et voisinages

Au cours des démolitions ou dépose d'ouvrages, l'entrepreneur veillera scrupuleusement au respect des règles de sécurité concernant le travail des ouvriers, la protection des baies libres, trémies, etc.

Les frais correspondants à la fourniture et à la mise en place de toutes les protections sont à la charge exclusive de l'entreprise. L'entreprise est également responsable de la bonne conservation des protections pendant la durée des travaux.

L'entrepreneur sera responsable des dommages causés par ses engins et camions sur la voirie ou toute partie publique ou privée. Il prendra toutes précautions pour éviter dans la limite du possible, les chutes de matériaux sur les voies, parties publiques ou privées empruntées par son matériel. Il effectuera en permanence les nettoyages et ébouages nécessaires. Il aura à sa charge toutes redevances concernant l'occupation du domaine public, ainsi que toutes taxes de voirie, éclairage, signalisation etc... Après exécution des travaux, chaque entrepreneur devra la remise en état de la voirie qu'il aurait pu détériorer du fait de ses travaux et du passage de ses camions et engins.

L'Entreprise adjudicataire est tenue de prendre à sa charge tous les désordres pouvant être subis par les riverains du fait de ses travaux : occupation temporaire, remise en état des clôtures, privation de jouissance, désordres causés aux constructions voisines. Il devra faire établir à ses frais, chaque fois que cela sera nécessaire, tout constat d'huissier avant et pendant la durée de l'exécution de ses travaux.

Un soin particulier sera apporté, pour ne pas causer de nuisances aux occupants des bâtiments déjà réalisés.

w) Réception

Le DOE et l'ensemble des documents sont à remettre en fin de travaux en 2 exemplaires en français dont 1 reproductible.

## **Délimitation des prestations :**

### **VRD MACONNERIE**

#### **Pour chaque prestation :**

- ✓ Reprises des ouvrages ou parties d'ouvrages non démolis, leur adaptation et leur branchement le cas échéant.
- ✓ Extensions et adaptations des lieux à réaliser.

Le taux de TVA est à 20%.





---

# DEMOLITION – MACONNERIE

---

---

## PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES

---

### **Exécution par phase**

Les travaux pourront être scindés en autant de phases d'exécution qu'il en sera imposé par les conditions techniques, administratives et financières de l'opération.

Ces phasages ne pourront en aucun cas donner lieu à d'éventuelles indemnités complémentaires.

### **Période d'exécution**

Les travaux portant sur l'entrée du public et les sanitaires proches des salles d'audience seront réalisés durant la période de vacation hivernale du tribunal : entre le 22 décembre 2025 et le 5 janvier 2026.

L'entreprise titulaire de ce lot est tenue de se rendre disponible.

### **Implantation des ouvrages**

Les spécifications prescrites ci-dessous s'appliquent en complément des dispositions prévues à l'article 27 du C.C.A.G.

Les indications planimétriques et altimétriques des ouvrages sont données aux plans et dessins d'exécution.

L'Entrepreneur fera procéder au piquetage des voies par un Géomètre Expert D.P.L.G. Les frais correspondants à cette intervention sont à la charge de l'Entrepreneur.

Il plantera ensuite les éléments de voirie en fonction des données portées aux plans et dessins d'exécution.

L'Entrepreneur est responsable pendant la durée de ses travaux de la bonne conservation des piquets et repères de nivellement implanté et assurera, de ce fait, la police de son chantier, toute nouvelle intervention du Géomètre étant à sa charge. Cette sujétion comprend notamment la protection des repères de nivellement.

Chaque entreprise est alors responsable de l'implantation complète de ses ouvrages. L'attention de l'Entrepreneur est attirée sur la position respective des réseaux et branchements, telle qu'elle est déterminée aux plans, il doit s'y conformer strictement)

En cas de difficultés, il devra immédiatement se mettre en rapport avec le Maître d'Œuvre qui sera seul habilité pour adapter ou éventuellement modifier les plans remis.

### **Prescriptions techniques générales**

Pour tout ce qui n'est pas contraire aux prescriptions du présent document, les présents travaux sont soumis aux spécifications :

- du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.),
- du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés de travaux publics passés au nom de l'Etat et aux fascicules qui le complètent (ensemble des fascicules en vigueur),
- du Laboratoire Central des Ponts et Chaussées (L.C.P.C.),
- du Service d'Etudes Techniques des Routes et Autoroutes (SETRA),
- du Catalogue Régional des chaussées à faible trafic du CETE,
- du Guide pour la conception des structures des voiries des Zones d'Habitations du Ministère de l'Équipement,
- du Règlement Sanitaire Départemental.

Tous les ouvrages devront en particulier être conformes aux prescriptions du propriétaire de l'ouvrage ou de

son concessionnaire.

### **Normes et règlements. documents techniques de références :**

Les prestations devront être en tous points conformes aux dispositions de l'ensemble des normes et règlements en vigueur, un mois avant la date de dépôt des offres, et en particulier et non limitativement.

### **Textes législatifs et réglementaires**

- ✓ Code de la Santé publique et du Travail.
- ✓ Code de la Construction et de l'Habitation.
- ✓ Décrets & Arrêtés préfectoraux en vigueur sur le lieu de la construction.
- ✓ DOCUMENTS DU JOURNAL OFFICIEL.
- ✓ Pré câblage d'immeubles neufs ou anciens
- ✓ CCTG Fascicule 3 - Fourniture de liants hydrauliques (Numéro spécial TO 95-3 du BOMETT)
- ✓ CCTG Fascicule 56 - Protection des ouvrages métalliques contre la corrosion (Numéro spécial TO 95-5 du BOMETT)
- ✓ CCTG Fascicule 62, titre Ier, section I - Règles BAEL 91 révisé 99 - Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages de construction en béton armé suivant la méthode des états limites (Numéro spécial 92-3 du BOMETT)
- ✓ CCTG Fascicule 62, titre Ier, section II dit 'Règles BPEL - Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages de construction en béton précontraint suivant la méthode des états limites (Numéro spécial 92-4 du BOMETT)
- ✓ CCTG Fascicule 63 - Exécution et mise en œuvre des bétons non armés, confection des mortiers (Brochure n° 1352 des Journaux officiels)
- ✓ Circulaire n° 79-23 du 9 mars 1979 - Contrôle de la qualité des bétons
- ✓ Circulaire n° 83-72 du 25 octobre 1983 - Règlement de l'agrément des liants hydrauliques pour des emplois particuliers impliquant des propriétés non spécifiées par des normes, des adjuvants non normalisés pour béton, mortiers et coulis de ciment
- ✓ Circulaire n° 84-56 du 22 août 1984 - Fournitures de liants hydrauliques destinés aux travaux en mer et aux travaux en eaux à haute teneur en sulfates
- ✓ Arrêté du 31 janvier 1986 modifié - Protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation
- ✓ Décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 modifié pris pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du Travail - Protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques
- ✓ Décret n° 91-461 du 14 mai 1991 - Prévention du risque sismique.
- ✓ Décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 - Exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.
- ✓ Décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 modifié - Aptitude à l'usage des produits de construction
- ✓ Arrêté du 16 juillet 1992 - Classification et règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la catégorie dite 'à risque normal' telle que définie par le décret n° 91-461 du 14 mai 1991 relatif à la prévention du risque sismique.
- ✓ Arrêté du 21 juillet 1994 - Application de certaines dispositions relatives aux systèmes de sécurité incendie
- ✓ Arrêté du 16 novembre 1994 pris en application des articles 3, 4, 7 et 8 du décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 Exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution
- ✓ Circulaire DRT n° 95-07 du 14 avril 1995 - Lieux de travail
- ✓ Décret n° 95-607 du 6 mai 1995 - Liste des prescriptions réglementaires que doivent respecter les travailleurs indépendants ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent directement une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil
- ✓ Circulaire du 10 avril 1996 - Coordination sur les chantiers de bâtiment et de génie civil
- ✓ Arrêtés préfectoraux en vigueur sur le lieu de la construction
- ✓ CCTG Fascicule 3 - Fourniture de liants hydrauliques (Numéro spécial TO 95-3 du BOMETT)
- ✓ CCTG Fascicule 4, titre Ier - Fourniture d'acier et autres métaux - Armatures pour béton armé (Numéro spécial 83-14 ter du BOUL, T et E)
- ✓ CCTG Fascicule 56 - Protection des ouvrages métalliques contre la corrosion (Numéro spécial TO 95-5 du BOMETT)

- ✓ CCTG Fascicule 62, titre Ier, section I - Règles BAEL 91 révisé 99 - Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages de construction en béton armé suivant la méthode des états limites (Numéro spécial 92-3 du BOMELT)
- ✓ CCTG Fascicule 62, titre Ier, section II dit 'Règles BPEL' - Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages de construction en béton précontraint suivant la méthode des états limites (Numéro spécial 92-4 du BOMELT)
- ✓ CCTG Fascicule 62, titre V - Règles techniques de conception et de calcul des fondations des ouvrages de génie civil (Numéro spécial 93-3 TO du BOMELT)
- ✓ CCTG Fascicule 65A - Exécution des ouvrages de génie civil en béton armé ou précontraint (Numéro spécial 92-8 du BOMELT, complété)
- ✓ CCTG Fascicule 68 - Exécution des travaux de fondation des ouvrages de génie civil (Numéro spécial 93-7 du BOMETT)
- ✓ CCTG Fascicule 69 - Travaux en souterrain (Numéro spécial 82-25 bis du BOUL, T et E)

### **DTU – Documents techniques unifiés**

- ✓ DTU 11.1 (P 94-201) - Sondage des sols de fondation (décembre 1968)
- ✓ DTU 12 (P 11-201) - Terrassement pour le bâtiment (juin 1964)
- ✓ DTU 13.11 (P 11-211) - Exécution des fondations superficielles (mars 1998)
- ✓ DTU 13.12 (P 11-711) - Règles pour le calcul des fondations superficielles (novembre 1988)
- ✓ DTU 13.2 (NF P 11-212) - Fondations profondes pour le bâtiment (septembre 1992)
- ✓ DTU 14.1 (NF P 11-221) - Travaux de cuvelage (mai 1993)
- ✓ DTU 20.1 (P 10-202) - Ouvrages en maçonnerie de petits éléments - Parois et murs (décembre 1995)
- ✓ DTU 20.12 (NF P 10-203) - Gros œuvre en maçonnerie des toitures
- ✓ DTU 21 (NF P 18-201) - Exécution des travaux en béton (janvier 1999)
- ✓ DTU 21 : exécution des travaux en béton – et la nouvelle norme NF EN 206-1
- ✓ DTU 21.4 (P 18-203) - Utilisation du chlorure de calcium et des adjuvants contenant des chlorures dans la confection des coulis, mortiers et bétons (octobre 1977)
- ✓ DTU 23.1 (NF P 18-210) - Murs en béton banché (mai 1993)
- ✓ DTU 25.1 : enduits plâtre intérieurs.
- ✓ DTU 26.1 (NF P 15-201) - Enduits aux mortiers de ciments, de chaux et de mélange plâtre et chaux aérienne (janvier 1999)
- ✓ DTU 26.2 : chapes et dalles à base de liants hydrauliques.
- ✓ DTU 32.1 (P 22-201) - Charpente en acier (juin 1964)
- ✓ DTU 60.32 : travaux de canalisations en chlorure de polyvinyle non plastifié, descentes d'eaux pluviales,
- ✓ Aux DTU 32.1, 31.2, 40.35, 43 Cahier des charges 10.75 compris additifs n°1 (09-77) n°2 (10-81), n°3 (03-85).
- ✓ Cahier des clauses spéciales (10.75).
- ✓ Cahier des charges des fabricants pour les travaux non compris dans les DTU et avis techniques des matériaux.
- ✓ Normes NF 84-300 et 84-350  
Recommandations et avis du CSTB
- ✓ Aux règles de calcul CB71 modifiées 75, NV 65,
- ✓ B 52-001 (NF) - Règles d'utilisation du bois dans les constructions - Classement visuel pour l'emploi en structure des principales essences résineuses et feuillues (décembre 1998)
- ✓ P 02-025 (NF EN ISO 8560) - Dessins techniques - Dessins de construction - Représentation des dimensions, lignes et quadrillages modulaires (octobre 1999)
- ✓ P 03-200 (XP) - Agents biologiques du bois - Constat de l'état parasite dans les immeubles bâtis ou non bâtis - Modalités générales (octobre 1998)
- ✓ P 06-001 (NF) - Bases de calcul des constructions - Charges d'exploitation des bâtiments (juin 1986)
- ✓ P 06-004 - Bases de calcul des constructions - Charges permanentes et charges d'exploitation dues aux forces de pesanteur (mai 1977)
- ✓ P 06-005 (NF) - Bases de calcul des constructions - Notations - Symboles généraux (juillet 1988)
- ✓ P 21-711 (NF EXP, ENV 1995) - Eurocode 5 - Calcul des structures en bois (mai 1998)
- ✓ P 92-507 (FD) - Bâtiment - Matériaux de construction et d'aménagement - Classement selon leur réaction au feu (septembre 1997)
- ✓ Décrets du 14.06.1969 : Règles générales de construction des bâtiments d'habitation (code de la construction et de l'habitation).
- ✓ Article R.123 - 14 du Code de la Construction et de l'Habitation : protection contre les risques d'incendie

## **Avis techniques du CSTB et normes**

- ✓ Aux avis techniques du CSTB relatifs aux matériaux et produits employés, aux recommandations des fabricants, ainsi qu'aux règles de l'art.
- ✓ ATEC GS1 - Prescriptions techniques communes aux procédés de mur ou de gros œuvre (mai 1987)
- ✓ Normes classe B1Q, B12, B13, P13, P14, P15, P16, P18, P61, P85.  
Nouvelle Norme EN NF 206-1
- ✓ Normes Françaises et Européennes applicables aux travaux
- ✓ Normes NFB (50, 51, 52) 50.001 à 50.005, 50.100 à 50.102, 51.001 et 51.002 et 001, 53.501, 53.510, NFX 40.500 à 505.
- ✓ Normes NF1 55, NFB 54, NFE 27
- ✓ Normes NFP 06.001 concernant les surcharges à employer, au cahier des charges DTU N° 59.1, DTU N° 59.2, DTU N° 81.1
- ✓ P 06-001 (NF) - Bases de calcul des constructions - Charges d'exploitation des bâtiments (juin 1986)
- ✓ P 06-004 - Bases de calcul des constructions - Charges permanentes et charges d'exploitation dues aux forces de pesanteur (mai 1977)
- ✓ P 06-005 (NF) - Bases de calcul des constructions - Notations - Symboles généraux (juillet 1988)
- ✓ P 06-007 - Principes généraux de fiabilité des constructions - Liste des termes équivalents (septembre 1988)
- ✓ A 40-001 (NF) - Définition des produits en acier (décembre 1992)
- ✓ P 93-311 (NF EN 1263) - Filets de sécurité (septembre 1998)
- ✓ P 93-351 (NF) - Equipement de chantier - Planches-formes de travail en encorbellement et supports - Définitions - Caractéristiques - Calculs - Essais (décembre 1994)
- ✓ P 93-500 (NF HD 1000) - Echafaudages de service à éléments préfabriqués - Matériaux, dimensions, charges de calcul et exigences de sécurité (décembre 1988)
- ✓ S 71-513 (NF EN 795) - Protection contre les chutes de hauteur - Dispositifs d'ancrage - Exigences et essais (septembre 1996)
- ✓ X 40-001 (NF) - Protection - Terminologie (décembre 1956)
- ✓ A 35-018 (NF) - Armatures pour béton armé - Aptitude au soudage (juillet 1984)
- ✓ A 35-019 (NF) - Armatures pour béton armé - Armatures constituées de fils soudables à empreintes (octobre 1996)
- ✓ A 35-025 - Produits en acier - Armatures pour béton armé - Ronds lisses galvanisés à chaud - Barres, fil-
- ✓ A 35-027 (NF) - Armatures pour béton armé - Armatures industrielles pour le béton (décembre 1995)
- ✓ P 02-005 (NF) - Dessins d'architecture, de bâtiment et de génie civil - Cotation (juin 1986)
- ✓ P 02-016 (NF EN ISO 4066) - Dessins de bâtiment et génie civil - Cahier de ferrailage (octobre 1999)
- ✓ P 02-020 (NF EN ISO 7518) - Dessins techniques - Dessins de construction - Représentation simplifiée de démolition et de reconstruction (octobre 1999)
- ✓ P 02-023 (NF) - Dessins de bâtiment et de génie civil - Indication des écarts limites (octobre 1999)
- ✓ P 02-025 (NF EN ISO 8560) - Dessins techniques - Dessins de construction - Représentation des dimensions, lignes et quadrillages modulaires (octobre 1999)
- ✓ P 06-001 (NF) - Bases de calcul des constructions - Charges d'exploitation des bâtiments (juin 1986)
- ✓ P 06-004 - Bases de calcul des constructions - Charges permanentes et charges d'exploitation dues aux forces de pesanteur (mai 1977)
- ✓ P 06-005 (NF) - Bases de calcul des constructions - Notations - Symboles généraux (juillet 1988)
- ✓ P 06-007 - Principes généraux de fiabilité des constructions - Liste des termes équivalents (septembre 1988)
- ✓ P 11-301 (NF) - Exécution des terrassements - Terminologie (décembre 1994)
- ✓ P 14-101 (NF) - Blocs en béton pour murs et cloisons - Définitions (septembre 1983)
- ✓ P 14-102 - Agglomérés - Blocs en béton destinés à rester apparents - Définitions - Spécifications - Méthodes d'essai - Conditions de réception (avril 1994)
- ✓ P 14-301 (NF) - Blocs en béton de granulats courants pour murs et cloisons (septembre 1983)
- ✓ P 14-402 (NF) - Blocs en béton pour murs et cloisons - Dimensions (septembre 1983)
- ✓ P 15-010 (FD) - Liants hydrauliques - Guide d'utilisation des ciments (octobre 1997)
- ✓ P 15-300 (NF) - Liants hydrauliques - Vérification de la qualité des livraisons - Emballage - Marquage (décembre 1981)
- ✓ P 15-301 (NF) - Liants hydrauliques - Ciments courants - Composition, spécifications et critères de conformité (juin 1994)
- ✓ P 15-302 (NF) - Liants hydrauliques - Ciments à usage tropical - Composition, spécifications et critères de conformité (septembre 1995)
- ✓ P 15-306 (NF) - Liants hydrauliques - Ciments de laitier à la chaux CLX (octobre 1964)
- ✓ P 15-307 (NF) - Liants hydrauliques - Ciments à maçonner CM (octobre 1969)



- ✓ P 15-308 (NF) - Liants hydrauliques - Ciments naturels CN (octobre 1964)
- ✓ P 15-311 (NF) - Chaux de construction - Définitions, spécifications et critères de conformité (janvier 1996)
- ✓ P 15-312 (NF) - Liants hydrauliques - Chaux hydrauliques artificielles XHA (octobre 1969)
- ✓ P 15-316 - Liants hydrauliques - Emploi du ciment alumineux fondu en éléments de structure (avril 1991)
- ✓ P 15-317 (NF) - Liants hydrauliques - Ciments pour travaux à la mer (septembre 1995)
- ✓ P 15-318 (NF) - Liants hydrauliques - Ciments à teneur en sulfures limitée pour béton précontraint (octobre 1998)
- ✓ P 15-319 (XP) - Ciments pour travaux en eaux à haute teneur en sulfates (septembre 1995)
- ✓ P 18-010 (NF) - Bétons - Classification et désignation des bétons hydrauliques (décembre 1985)
- ✓ P 18-011 - Bétons - Classification des environnements agressifs (juin 1992)
- ✓ P 18-303 (XP) - Eau de gâchage pour béton (août 1999)
- ✓ P 18-305 (XP) - Béton - Béton prêt à l'emploi (août 1996)
- ✓ P 18-306 (NF) - Bétons de construction - Laitier granulé (septembre 1965)
- ✓ P 18-309 (NF) - Granulats - Granulats d'argile ou de schiste expansés fabriqués en four rotatif destinés à la confection de bétons (décembre 1982)
- ✓ P 18-325 - Béton - Performances, production, mise en œuvre et critères de conformité (août 1991)
- ✓ P 18-339 - Adjuvants pour bétons, mortiers et coulis - Adjuvants, non expansifs, pour coulis courants d'injection pour précontrainte (décembre 1986)
- ✓ P 18-350 (NF) - Adjuvants pour bétons, mortiers et coulis - Ciments de référence (décembre 1986)
- ✓ P 18-351 (XP) - Adjuvants pour bétons, mortiers et coulis - Bétons de référence pour adjuvants (mai 1984)
- ✓ P 18-357 - Adjuvants pour bétons, mortiers et coulis - Coulis courants d'injection pour précontrainte - Fabrication (juillet 1985)
- ✓ P 18-370 (NF) - Adjuvants - Produits de cure pour bétons et mortiers - Définition, spécifications et marquage (octobre 1995)
- ✓ P 18-422 (NF) - Bétons - Mise en place par aiguille vibrante (décembre 1981)
- ✓ P 18-423 (NF) - Bétons - Mise en place par piquage (décembre 1981)
- ✓ P 18-500 (NF) - Béton - Béton de sable (juin 1995)
- ✓ P 18-501 (NF) - Additions pour béton hydraulique - Fillers (mars 1992)
- ✓ P 18-502 (NF) - Additions pour béton hydraulique - Fumées de silice (mai 1992)
- ✓ P 18-504 - Mise en œuvre des bétons de structure (juin 1990)
- ✓ P 18-506 (NF) - Additions pour béton hydraulique - Laitier vitrifié moulu de haut-fourneau (mars 1992)
- ✓ P 18-508 (NF) - Additions pour béton hydraulique - Additions calcaires - Spécifications et critères de conformité (juillet 1995)
- ✓ P 18-509 (NF) - Additions pour béton hydraulique - Additions siliceuses - Spécifications et critères de conformité (décembre 1998)
- ✓ P 18-540 (XP) - Granulats - Définitions, conformité, spécifications (octobre 1997)
- ✓ P 18-557 - Granulats - Eléments pour l'identification des granulats (septembre 1990)
- ✓ P 18-800 (NF) - Produits spéciaux destinés aux réparations, collages, injections, calages, scellements, applicables aux constructions en béton hydraulique - Définitions, classification, conditionnement, marquage, conditions de réception (décembre 1989)
- ✓ P 18-802 - Produits spéciaux destinés aux réparations, collages, injections, calages, scellements, applicables aux constructions en béton hydraulique - Contrôle sur chantier (octobre 1992)
- ✓ P 18-805 (NF) - Produits spéciaux destinés aux constructions en béton hydraulique - Produits à base de liants hydrauliques - Dosage en liant actif (novembre 1994)
- ✓ P 18-821 - Produits spéciaux destinés aux constructions en béton hydraulique - Produits de calage et scellement à base de liants hydrauliques - Caractères normalisés garantis (septembre 1993)
- ✓ P 18-822 - Produits spéciaux destinés aux constructions en béton hydraulique - Produits de calage et scellement à base de résines synthétiques - Caractères normalisés garantis (septembre 1993)
- ✓ P 18-840 - Produits spéciaux destinés aux constructions en béton hydraulique - Applications superficielles sur béton durci - Caractères normalisés garantis (septembre 1993)
- ✓ P 18-880 - Produits spéciaux destinés aux constructions en béton hydraulique - Pour injections dans les structures en béton - Caractères normalisés garantis (juillet 1994)
- ✓ P 93-321 (NF EN 1065) - Etais télescopiques réglables en acier - Spécifications du produit, conception et évaluation par calculs et essais (avril 1999)
- ✓ P 93-322 (NF) - Equipement de chantier - Poutrelles industrialisées pour l'étalement et le coffrage (décembre 1994)
- ✓ P 93-501 (NF) - Equipements de chantier - Echafaudages de service à éléments préfabriqués - Méthodes d'essais (décembre 1988)
- ✓ P 93-502 (NF) - Echafaudages de service à éléments préfabriqués - Exploitation des résultats - Procédure de calculs (décembre 1988)
- ✓ P 93-550 (NF) - Echafaudages - Tours d'étalement métalliques à éléments préfabriqués - Définitions - Essais

- Spécifications - Charges d'utilisation (décembre 1987)
- ✓ P 94-011 (XP) - Sols : reconnaissance et essais - Description - Identification - Dénomination des sols - Terminologie - Eléments de classification (août 1999)
- ✓ NF P 94-093 - Sols : reconnaissance et essais. - Détermination des références de compactage d'un matériau - Essai Proctor normal - Essai Proctor modifié (octobre 1999)
- ✓ P 94-110 (NF) - Sols reconnaissance et essais - Essai pressiométrique Menard (juillet 1991)
- ✓ P 94-112 (NF) - Sols reconnaissance et essais - Essai scissométrique en place (novembre 1991)
- ✓ P 94-113 (NF) - Sols reconnaissance et essais - Essais en place - Essai de pénétration statique (octobre 1996)
- ✓ P 94-114 (NF) - Géotechnique - Sols reconnaissance et essais - Essai de pénétration dynamique type A (décembre 1990)
- ✓ P 94-115 (NF) - Géotechnique - Sols reconnaissance et essais - Sondage au pénétromètre dynamique type B (décembre 1990)
- ✓ P 94-116 (NF) - Sols reconnaissance et essais - Essai de pénétration au carottier (octobre 1991)
- ✓ P 94-130 (NF) - Sols reconnaissance et essais - Essais de pompage (septembre 1992)
- ✓ P 94-150 (NF) - Sols reconnaissance et essais - Essai statique de pieu isolé sous compression axiale (octobre 1991)
- ✓ P 94-153 (NF) - Sols reconnaissance et essais - Essai statique de tirant d'ancrage (décembre 1993)
- ✓ P 94-210 (NF) - Renforcement des sols - Généralités et terminologie (mai 1992)
- ✓ P 94-220 (Exécution de travaux géotechniques spéciaux - Rideaux de palplanches (août 1999)
- ✓ T 47-820 (NF NF) - Renforcement des sols - Ouvrages en sols rapportés renforcés par armature ou nappes peu extensibles et souples - Dimensionnement (mai 1998)
- ✓ P 94-310 (NF EN 1536) - Exécution des travaux géotechniques spéciaux - Pieux forés (octobre 1999)
- ✓ P 94-322 (NF EN 12063) –
- ✓ EN 1337) - Appareils d'appui structuraux (novembre 1998)

ATEC GS1 - Prescriptions techniques communes aux procédés de mur ou de gros œuvre (mai 1987)

*Cette liste n'est pas limitative, l'entreprise devant respecter les textes officiels, règles et normes en cours à la remise de son offre.*

### **Règles professionnelles et règles de calcul**

- ✓ Règles BAEL 91 révisées 99 (CCTG Fascicule n° 62, titre Ier, section I) - Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages de construction en béton armé suivant la méthode des états limites (1999)
- ✓ Règles BPEL 91 (CCTG Fascicule n° 62, titre Ier, section II) - Conception et calcul des ouvrages et constructions en béton précontraint suivant la méthode des états limites (avril 1992)
- ✓ Règles FA (P 92-702) - Méthode de prévision par le calcul du comportement au feu des structures en acier. Annexe méthodologie de caractérisation des produits de protection (décembre 1993)
- ✓ Règles FB (P 92-701) - Méthode de prévision par le calcul du comportement au feu des structures en béton (décembre 1993)
- ✓ Règles N 84 modifiées 95 (DTU P 06-006) - Actions de la neige sur les constructions (juin 1998)
- ✓ Règles NV 65 et annexes (P 06-002) - Règles définissant les effets de la neige et du vent sur les constructions (juin 1998)
- ✓ Règles de calcul - BAEL 91 (NF P 18.702).
- ✓ Règles FA (P 92-702) - Méthode de prévision par le calcul du comportement au feu des structures en acier. Annexe méthodologie de caractérisation des produits de protection (décembre 1993)
- ✓ Règles Th-G (P 50-704) - Règles de calcul du coefficient GV des bâtiments d'habitation et du coefficient G1 des bâtiments autres que d'habitation (avril 1991)
- ✓ Règles Th-K (P 50-702) - Règles de calcul des caractéristiques thermiques utiles des parois de construction (février 1997)
- ✓ Règles Th-G, Th-BV et Th-C (Additif) : Règle d'échantillonnage pour le calcul des coefficients GV, BV et C d'ensembles thermiquement homogènes (septembre 1989)
- ✓ Règles professionnelles concernant l'utilisation des mastics pour l'étanchéité des joints (SNJF, DTSB, septembre 1989)
- ✓ Règles professionnelles de conception et de calcul des silos en béton armé ou précontraint (SNBATI - ITBTP, Annales de l'ITBTP n° 446 - juillet 1986)
- ✓ Travaux de dallage (ITBTP - UNM - SNBATI, Annales de l'ITBTP n° 482, mars 1990)

### **Dégradation des ouvrages existants**

L'entrepreneur fera son affaire de la réparation des dégradations causées aux murs mitoyens, et tout autre élément relevant de la mitoyenneté, et tout autre ouvrage existant par ses engins et personnels.

Toutes précautions seront prises par l'entrepreneur pour protéger les réseaux existants (eau, gaz, électricité, PTT) lors de ses travaux.

Toutes dégradations éventuelles causées à ces réseaux par l'entrepreneur seront réparées à ses frais, en collaboration, le cas échéant, avec les services des concessionnaires ou toute autre entreprise intervenante concernée.

### **Protection lors des reprises de Gros Œuvre**

Des précautions particulières seront prises lors des reprises éventuelles, exécutées dans les locaux partiellement équipés par le second œuvre même si ces reprises, retouches ou raccords ne sont pas imputables au titulaire (cas de modifications tardives obligatoires ou retards de livraisons, éventuels).

Ces précautions comprendront entre autres, la protection des sols par feuilles d'Isorel mou sur les zones de circulation, d'approvisionnement et de travaux, etc...

Etant entendu que lors de la démolition, et des reprises, l'entrepreneur devra prendre un soin particulier en protection des sols devant être conservés et aura à sa charge la reprise de toute dégradation.

### **Constitution des matériaux**

Conformément aux normes et textes en vigueur, la constitution des éléments des futurs éléments porteurs, sera telle que précisée sur les documents joints établis par l'Ingénieur Conseil.

Etant entendu que les précisions portées sur ces éléments auront pour but de préciser les détails d'exécution à l'entreprise attributaire et ne saurait, en aucun cas, comporté un caractère additionnel au marché de travaux à prix ferme, définitif, global et forfaitaire de l'entreprise.

### **Contrôle et essais**

L'entrepreneur est tenu de faire exécuter tous les essais que le Maître d'œuvre jugera utiles, qu'ils portent sur la mise en œuvre ou la qualité des matériaux :

La résistance des bétons, les études de granulométries, les essais de chargement et tous les autres essais courants : analyse des eaux de gâchage, en particulier.

### **Clôture et installation de chantier**

L'entreprise disposera, durant le délai contractuel, de la seule zone à aménager pour ses installations, le stationnement de son matériel et des dépôts provisoires.

Cette zone sera clôturée et entretenue en permanence par des clôtures provisoires réglementaires au fur et à mesure de la livraison.

Les accès du chantier et la circulation des véhicules de l'entreprise et de ses fournisseurs devront respecter strictement les prescriptions particulières qui pourront être données par la Police Municipale et la maîtrise d'œuvre, l'entreprise faisant son affaire des demandes et contacts auprès des administrations (EDF, PTT, Compagnies fermières, concessionnaires, etc..).

### **Nettoyage - gravois**

Sont à la charge de l'entrepreneur :

L'enlèvement à la décharge publique des gravats et débris de l'ensemble des entreprises après que celles-ci les aient stockées sur le chantier, hors du bâtiment (appartement) en un endroit déterminé.

Le nettoyage permanent des abords en cours de travaux et leur remise en état définitive lors de l'achèvement

des travaux (démolition et enlèvement des installations de chantier).

Le nettoyage permanent des gravois et déchets du gros œuvre à l'intérieur des bâtiments.

Le nettoyage soigné des appuis et seuils de portes-fenêtres et de leurs vitrages avant réception. Le nettoyage des abords publics (parties communes et privatives) du chantier et leur protection.

L'entrepreneur devra le nettoyage des détritrus de tous les ouvrages

Le nettoyage soigné des projections d'enduits sur tous les ouvrages.

D'autre part, en cas de carence, en ce qui concerne son propre nettoyage à l'intérieur et extérieur du chantier, il est précisé que le Maître d'œuvre pourra à tout moment demander à un prestataire de procéder à ce nettoyage à la place de l'entreprise défaillante, et à la charge de cette dernière, moyennant un taux horaire à convenir d'avance.

Le coût de ces travaux de nettoyage sera alors réglé au prestataire désigné dès la situation suivante et retenu simultanément sur les situations de travaux de l'entreprise responsable.

Dans le cas de détériorations importantes, telles que taches ne pouvant être supprimées, rayures sur les divers ouvrages (menuiseries extérieures, fermetures, clôture, garde-corps, etc..) tous les éléments, qu'elle qu'en soit l'importance, seront remplacés aux frais exclusifs de l'entrepreneur.



---

## DESCRIPTION DES OUVRAGES

---

Sur la fiche travaux, vous avez pour chaque ligne un numéro de Fiche Technique (ex : FT102\_Marquage au sol place PMR).

L'ensemble des Fiches Techniques sont en annexe de ce présent CCTP, et décrivent la quasi-totalité des travaux à entreprendre, correspondant chacune à une ligne de la fiche travaux.

Les entreprises répondront sur la fiche travaux –VRD/Maçonnerie et devront prendre connaissance de l'ensemble des travaux présent afin de bien identifier les prestations demandées.